



GABON POWER COMPANY



Accompagner la République Gabonaise
dans la mise en œuvre de ses projets
structurants en eau et énergie

07 juillet 2025

- **Gabon Power Company (GPC)** est une entité du **Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS)**, dédiée aux investissements dans les secteurs de l'eau et de l'énergie.
- GPC a été créée en 2015 pour :
 - **Rattraper l'important retard d'investissement** dans le secteur de l'eau et l'électricité (estimé à 3,3 Mds USD)
 - **Attirer les investisseurs privés** dans le secteur de l'eau et l'électricité
 - **Mobiliser des financements privés / non-souverains** afin d'éviter l'endettement public de l'Etat Gabonais
- GPC a pour mission de **développer des PPP pour augmenter la production d'électricité et d'eau potable**

- Le Sénégal a aujourd'hui **14 IPP** en opération, représentant **1787 MW**
- La Côte d'Ivoire a **4 IPP** fournissant **1250MW**, soit **50%** de la capacité installée
- Le Cameroun compte **3 IPP** fournissant **724 MW**, soit **30%** de la capacité installée
- Le Gabon a aujourd'hui un (1) seul IPP en opération (Solen), pour **<1%** de la capacité installé

- Avec le secteur privé, **GPC développe six (6) projets PPP** :
 - **3 centrales hydroélectriques** *Kinguele Aval (35MW), Ngoulmendjim (82MW) et Dibwangui (15MW)*
 - **2 centrales à gaz** *IPP Mayumba (8,5MW) et IPP Owendo (125MW)*
 - **1 usine d'eau potable** *Ntoun7 (130.000 m³/j), soit 36% de la production actuelle*
 - Chiffres clés:
 - **+900 Mds XAF** d'investissements au total*
 - **+260 MW**, soit 37% de la puissance installée
 - **+ de 2500 emplois directs** créés au total durant les phases travaux et exploitation
- *La majorité des projets de GPC sont issus des **schémas directeurs des secteurs de l'eau et de l'énergie***
 - *Dès les années 1990, l'Etat avait envisagé la mise en œuvre de ces projets sans succès*
 - *Nouveaux projets à l'étude: Extension de IPP Mayumba (20MW), IPP Lambaréné (20MW), IPP Port-Gentil (100MW), Booué (400MW)*



Gabon Power Company | Présentation

Projet de centrale à gaz
IPP MAYUMBA
8,5MW
En construction

Début : juil. 2024
Fin : **juil. 2025**
50 emplois

Equity: 2 Mds (12%)
Dettes: 14,6 Mds (88%)
Total: 16,6 Mds



100%



100%

Note importante

Les montants présentés englobent:

- Tous les coûts de développement (études, conseils juridiques et financiers, coûts d'expropriation, déguerpissement et compensations, etc.)
- Tous les coûts de construction et premiers stocks (DSRA, BFR, etc.)
- Tous les coûts de financement (intérêts et commissions);
- Toutes les charges fiscales, taxes et droits divers

40%



Chantiers en cours | **Kinguélé Aval (35 MW)**



Mise en service de la centrale hydroélectrique prévue en T4 2026

Chantiers en cours | Kinguélé Aval (35 MW)



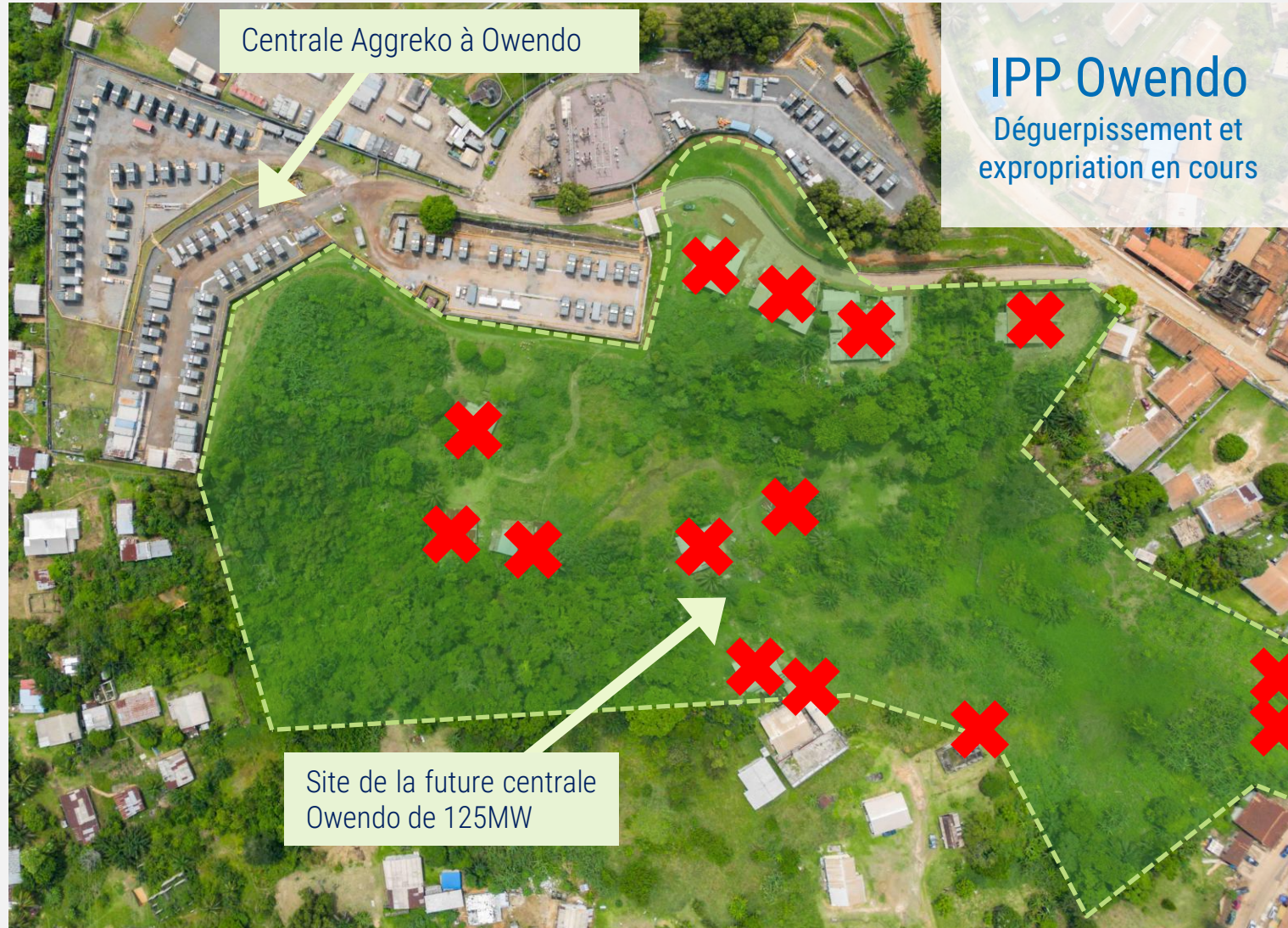
Chantiers en cours | IPP Mayumba (8,5 MW)



Livraison de la nouvelle centrale thermique à gaz prévue en juillet 2025



Chantiers en cours | IPP Owendo (125 MW)



- Une centrale thermique au gaz naturel **de 125 MW**
- Objectif: **remplacer AGGREKO** par une infrastructure de l'Etat qui va contribuer à **la stabilisation du réseau électrique et ajouter 20MW** pour la même consommation de gaz
- Afin de livrer la centrale en 2027, **les travaux de génie civil doivent impérativement être réalisés dès le mois de juin 2025** afin de bénéficier de la grande saison sèche pour réaliser la plateforme de la centrale.

Le projet est à un niveau de préparation très élevé :

- ✓ Concession et PPA signés
- ✓ Études techniques complétées
- ✓ Études géotechniques réalisées
- ✓ Étude environnementale soumise
- ✓ Bailleurs de fonds mandatés, Due Diligence en 2023
- ✓ DUP obtenue
- ✓ Entrepreneur sélectionné
- ✓ Pacte d'Actionnaires signé
- ✓ **Déguerpissement et expropriation en cours**
- ✓ **Démolition et nettoyage de l'emprise en cours**

Chantiers en cours | IPP Owendo (125 MW)



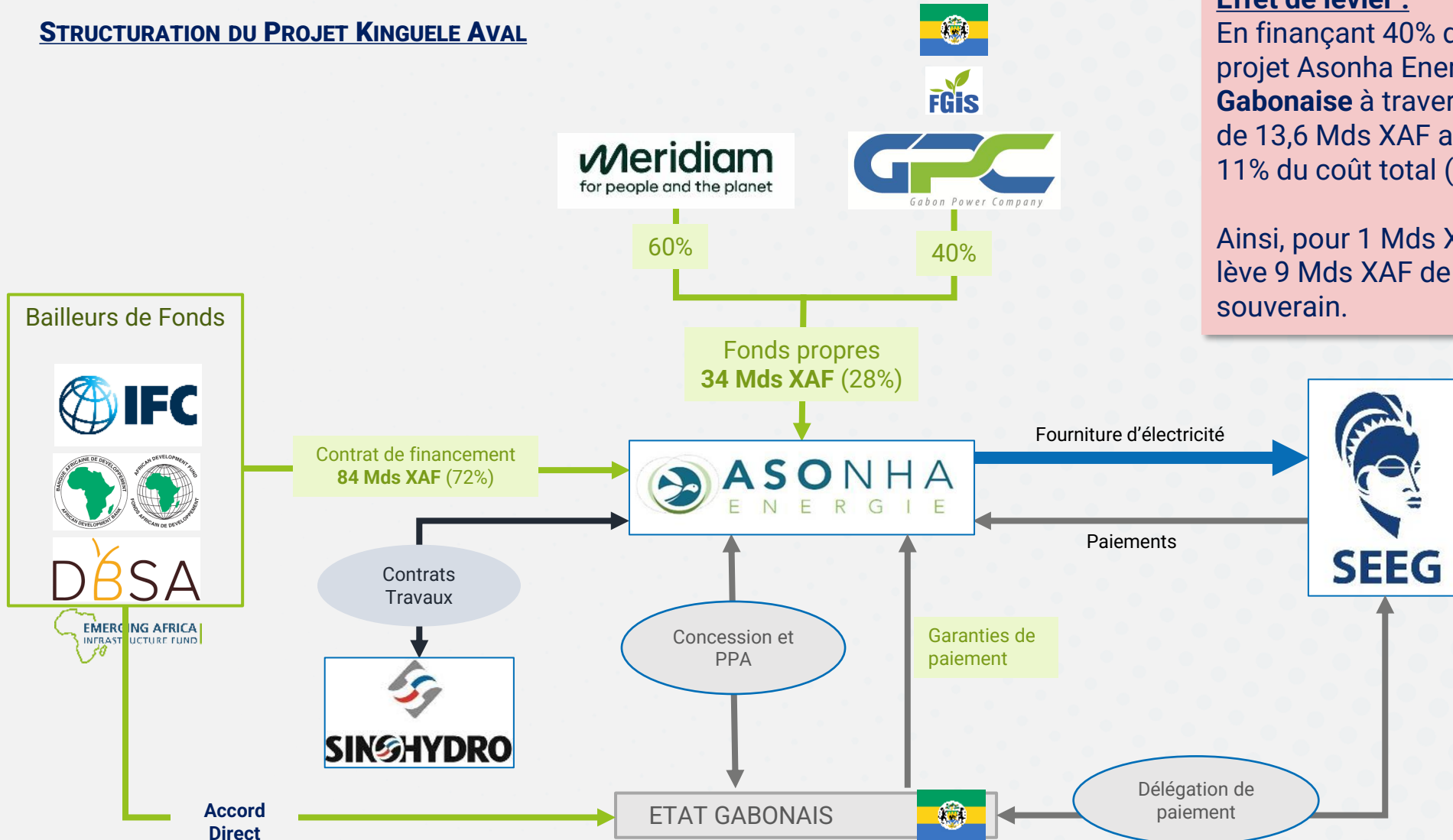
Mise en service de la nouvelle centrale thermique à gaz prévue T4 2027

Comment GPC mobilise les financements privés?

- Les projets PPP de GPC sont structurés en **Project Finance** :
 - une méthode de financement largement utilisée pour les grands projets d'infrastructure (autoroutes à péage, aéroports, etc.)
 - le remboursement du prêt dépend uniquement des revenus générés par le projet lui-même
 - Les actifs du projet servent de garantie, et non le bilan des promoteurs, limitant les risques pour les investisseurs.
- Les projets PPP sont financés par deux (2) sources de cash :
 - **Les fonds propres (±25% du coût total)** financés par les investisseurs (ex: GPC, Meridiam, Africa50, Eranove, EDF, etc.)
 - **La dette (±75% du coût total)** financée par les bailleurs de fonds (ex: BAD, SFI, DBSA, BGFI, etc.)
- Quelles sont les prérequis essentiels à la levée des financements privés ?
 1. **Les études techniques, économiques, environnementales et sociales** afin de démontrer la viabilité des projets à financer
 2. **Le Contrat de Concession** entre la RG et les investisseurs afin d'encadrer les investissements privés pendant 15 à 30 ans
 3. **Le Contrat d'achat d'électricité (PPA)** afin d'assurer les revenus pour rembourser la dette et rémunérer les capitaux
 4. **Les Garanties de paiement** afin de couvrir le risque de liquidité et de défaut de paiement de l'Acheteur

Comment GPC mobilise les financements privés?

STRUCTURATION DU PROJET KINGUELE AVAL



Effet de levier :

En finançant 40% du capital de la société de projet Asonha Energie, la **République Gabonaise** à travers GPC contribue à hauteur de 13,6 Mds XAF au projet Kinguéle Aval, soit 11% du coût total (118 Mds XAF).

Ainsi, pour 1 Mds XAF investi par GPC, l'Etat lève 9 Mds XAF de financement privé / non souverain.

- **L'absence d'études** préalables à la sélection et mobilisation des partenaires
- **Le nombre important de parties prenantes** MinEnergie, MinEco, SP, SEEG, ARSEE, UA-PPP, etc.
- **Le chevauchement de rôles entre les institutions** augmente le nombre d'interlocuteurs
- **Les changements au sein de l'administration** fragilisent la mémoire institutionnelle et entraînent régulièrement une remise en question des projets
- **La méconnaissance des PPP** au sein de l'administration ralentit le dialogue avec l'Etat
- **Les contraintes environnementales propres au Gabon**, notamment de biodiversité, limite l'accès aux financements
- **La perception du risque élevé** compte tenu de la situation financière de la SEEG
- **Les garanties** à mettre en place sont très lourdes et nuisent à la viabilité financière du projet
- **Les coûts de financement** très élevés



Gabon Power Company

Merci